J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 703 27 octobre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Points de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz
Gil Stauffer

20 ANS

703

Domaine public

Tâches vertes

«Certains milieux et certaines associations très liés à l'automobile exercent aujourd'hui une forte pression dans le but de remplacer la construction de routes nationales, qui touche à sa fin, par une intensification de la construction de routes de plaine et de routes alpêtres. La nouvelle réglementation de la surtaxe douanière sur les carburants vise essentiellement à stimuler le développement de nouvelles routes à haute capacité. Nous considérons qu'une nouvelle extension de la construction routière n'est plus défendable du point de vue écologique et nous estimons aussi qu'il ne faut en aucun cas encourager la motorisation privée, mais au contraire la limiter; et cela en développant systématiquement les transports publics et en prenant des mesures pour réduire le trafic dans les quartiers résidentiels des villes.»

Encore une rêverie écologiste! Encore une de ces professions de foi anti-bagnole, déconnectées des réalités de la vie, irresponsables en temps de crise, lorsqu'on songe à l'importance du développement routier pour le marché de la construction, et partant, pour l'emploi en général!

Rassurez-vous: personne n'est plus attentif au maintien des places de travail dans la construction que les partisans de ce nouvel ordre routier. Puisqu'il s'agit ni plus ni moins que du syndicat du bois et du bâtiment, la FOBB. Davantage même: ce ne sont pas là idées en l'air, provocations à usage interne ou amorces d'une discussion à venir; l'étude («Volumes d'emploi alternatifs pour l'industrie de la construction») dans laquelle ces lignes figurent en bonne place a bel et bien passé le cap des instances supérieures du syndicat et trouvé grâce devant le dernier congrès de Fribourg qui en a fait l'un des points de référence de son pro-

gramme de travail pour les années à venir (voir en pages suivantes).

Inimaginable? Ne pas perdre de vue les redoutables échéances qui se profilent dans la construction. Une double évidence: d'une part le temps des grandes commandes, routes nationales, stations d'épuration, etc., est révolu; d'autre part la rationalisation du travail dans ce secteur permet une compression continue des effectifs des travailleurs. Face à de tels défis, la réponse classique — et traditionnellement aussi celle des milieux syndicaux — c'est l'activité à tout va, pourvu qu'elle permette le maintien des places de travail.

Aujourd'hui, la FOBB propose un autre choix. Le but demeure, bien sûr, le maintien de l'emploi (avec, condition «sine qua non», une réduction de la durée hebdomadaire du travail). Mais pas à n'importe quel prix, et surtout pas au prix du sacrifice de l'environnement et d'une certaine qualité de la vie. D'où ce catalogue de tâches «vertes» qui va des mesures d'économie d'énergie à la circulation routière, en passant notamment par l'assainissement de la construction locative. Une pierre dans le jardin des tenants d'un prétendu «réalisme» économique, réputé incompatible avec l'écologie.

Ce ne sont pour l'instant que des mots, direz-vous. Certes. Mais pourquoi ne pas prendre la FOBB au mot?

L. B.

FOBB

Pas n'importe quel emploi

Ce n'est pas le choc de la récession de 1975-1976; il n'en reste pas moins que la construction dans son ensemble a durement encaissé le coup de ces cinq dernières années: une perte globale d'environ 10 000 places de travail!

SUITE ET FIN AU VERSO

FOBB (suite)

Pas n'importe quel emploi

Mais le constat ne serait pas complet s'il ne comprenait pas une approche de la productivité dans ce secteur. Et là, les chiffres à disposition sont impressionnants: en 1981, le volume des investissements dans la construction a, déduction faite du renchérissement, atteint à peu de choses près celui de 1971 (voir tableau ci-dessous); mais le travail a été fait en 1981 avec un effectif de main-d'œuvre réduit d'environ un quart... rationalisation oblige!

D'où des projections qui donnent le vertige aux spécialistes: depuis 1975, la productivité s'accroît

chaque année de 4%, «grosso modo»; si elle continue de s'améliorer au même rythme jusqu'en 1990, cela signifie que le volume de construction, qui est assuré aujourd'hui par 180 000 personnes, le sera alors par 150 000 environ. Même en admettant que certains progrès de productivité se traduisent par le transfert de certaines prestations supplémentaires aux maîtres d'œuvre, le diagnostic est des plus rudes: un volume de construction constant jusqu'en 1990, c'est la quasi-certitude de la disparition de 10 000 à 20 000 places de travail.

D'ABORD, LES 40 HEURES!

Face à cette menace, la FOBB répond de manière très classique: pour assurer la sécurité à long terme de l'emploi, et si le volume de construction par tra-

vaille continue de s'accroître, la durée du travail doit être réduite; seule façon de parvenir à une meilleure répartition du volume de travail disponible. Le récent congrès de Fribourg s'est largement fait l'écho de cette priorité en votant, entre autres, la réduction de l'horaire de travail d'une heure par an jusqu'aux quarante heures. La FOBB espère ainsi compenser, jusqu'à la fin de la décennie, les retombées de l'amélioration de la productivité.

Mais une interrogation subsiste: et si le volume de constructions ne se maintenait pas? C'est là que l'approche de la FOBB renouvelle la politique axée sur la quantité de production (n'importe laquelle, pourvu qu'elle sauvegarde des emplois!) largement à l'honneur jusqu'ici.

Ecoutez les principes posés pour sortir du guêpier

UNE DÉCENNIE DE HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ

	Activité de la construction nominale en mio de fr.	Indice du coût de la construction (ZH) 1966 = 100 Avril	Activité réelle de la construction en mio. de fr. aux prix 1970	Personnes occupées dans l'ensemble de la construction	Productivité du travail en francs	Indice
1971	19'720	129,8	19'720	294,2	67'029	100
1972	23'836	143,6	21'545	303,9	70'895	106
1973	25'978	157,6	21'396	297,8	71'847	107
1974	24'885	170,8	18'911	278,4	67'927	101
1975	20'246	167,7	15'670	225,5	69'490	104
1976	18'495	158,8	15'117	198,9	76'304	114
1977	18'868	161,7	15'145	197,8	76'567	114
1978	19'891	166,4	15'515	195,3	79'442	119
1979	21'206	172,4	15'966	196,0	81'459	122
1980	25'367	188,3	17'486	208,9	83'705	125
1981	28'331	205,3	17'912	208,7	85'827	128
1982	28'801	219,3	17'047	188,5	90'435	135

des années quatre-vingt: «Le volume actuel des constructions doit être maintenu. Il ne faut pas cependant créer à tout prix des nouvelles places de travail, comme par exemple au prix d'une destruction continue de l'environnement. Car de nombreux secteurs offrent aux travailleurs de la construction des possibilités nouvelles d'emploi qui répondent à un besoin véritable et qui impliquent des projets socialement utiles et respectueux de l'environnement. Il incombe avant tout aux pouvoirs publics de veiller à ce que les investissements de constructions soient aiguillés dans cette voie.»

Passons sur l'appel du pied à l'Etat qui est un véritable défi politique dans le climat entretenu par la droite helvétique et entrons dans les détails du «programme alternatif» de l'emploi tel que l'envisage la FOBB à travers l'étude confiée au bureau Aarplan (voir aussi en première page).

QUINZE CIBLES

Au sommaire, quinze chapitres qui méritent la citation: mesures d'économie d'énergie, chemins de fer (nouvelle transversale principale, trafic urbain, assainissement des gares, passages à niveau CFF, chemins de fer privés), agriculture, assainissement de la construction locative, exploitation forestière, installations de sport, rénovation d'hôtels et constructions de remplacement, circulation routière (réduction du trafic et aménagement de pistes cyclables), protection contre les dommages dus aux forces naturelles, protection contre le bruit (route, chemins de fer, installations de tir), institutions pour la vieillesse, assainissement des centrales de force motrice, protection de l'environnement, équipements pour invalides dans les bâtiments, réduction de la durée du travail. A chaque fois, un constat et un rapide calcul des incidences sur le volume d'emplois.

Illustrons la démarche syndicale. Voici comment se

présente systématiquement le développement des projets particuliers (nous résumons). Exemple la construction de pistes cyclables, projet marginal peut-être, et pas très lourd en emplois, mais très révélateur d'une volonté de multiplier les points de repère pour une action aussi rapide que possible.

PISTES CYCLABLES: BERNE OU ZURICH

1. *Le constat.* L'urgence des pistes cyclables ne fait aucun doute. Ici et là, quelques ébauches de réalisation, assez différentes d'un canton à l'autre. Plus précisément: «Dans le canton de Berne, on a proposé de créer pour les cyclistes des pistes sépa-

Pour mémoire: le syndicat du bois et du bâtiment, FOBB, occupe au sein de l'Union syndicale suisse la deuxième place juste derrière la FTMH, sur le plan des effectifs: 116 623 membres au 31 décembre 1982 (128 878 pour la FTMH), répartis en 58 sections, les plus importantes d'entre elles étant (dans l'ordre décroissant), Berne, Zurich, Tessin et Genève. La FOBB est le syndicat suisse qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'adhésions dans le courant 1981 (1908).

rées des autres voies de trafic. Les buts visés dans le canton de Zurich, ainsi que dans ceux de Bâle-Ville et Bâle-Campagne, nécessiteraient des frais de beaucoup inférieurs; on envisage en premier lieu d'aménager des marquages, des feux de signalisation et des panneaux sur des routes et chemins existants, afin d'en permettre l'usage exclusif par les cyclistes. Les nouveaux ouvrages doivent représenter 10% au maximum des coûts. Une initiative dans ce sens a été lancée récemment à Zurich. On peut admettre que ces deux variantes représentent les limites supérieure et inférieure du coût d'un réseau de pistes cyclables.»

2. *Les besoins.* La solution minimale, celle de

Zurich et des deux Bâle, permet de tableer, pour l'ensemble de la Suisse, sur des besoins en investissements d'environ 800 millions.

Suivant les plans élaborés dans le canton de Berne pour un réseau de pistes cyclables, les coûts pour l'ensemble du pays atteindraient environ 1 400 millions.

3. *Les effets sur l'emploi.* Bien que les mesures de construction prévues dans la solution minimale soient modestes, on peut considérer que les travaux restants seraient effectués en grande partie par le génie civil. On peut s'attendre à un effet sur l'emploi d'environ 14 500 hommes/an. La solution des pistes séparées, telle qu'elle est proposée dans le canton de Berne, se traduirait, sur l'ensemble du territoire, par un effet sur l'emploi d'environ 25 300 hommes/an.

4. *Revendication politique.* «De même que pour les mesures de réduction du trafic, le financement prend, pour les pistes cyclables, une importance déterminante. En principe, la création de pistes cyclables entre dans la catégorie des aménagements destinés à séparer les courants de trafic, si bien qu'elle peut bénéficier de subventions par le biais de la surtaxe douanière sur les carburants (mais seul un faible montant est disponible à cet effet). Dans ce domaine, la revendication principale consisterait à réserver des parts déterminées pour l'aménagement de pistes cyclables dans les budgets de constructions routières des cantons et des villes (aujourd'hui, 10% au minimum sont nécessaires!).»

Démonstration sur le même canevas en ce qui concerne la protection contre le bruit, par exemple. Objectif proclamé: descendre à une valeur limite du bruit et des nuisances de 65 décibels (la commission fédérale «ad hoc» propose 70 décibels comme but à court terme), ce qui entraînerait un volume d'assainissement d'environ 1850 millions de francs (estimation officielle) et un «effet sur l'emploi» de quelque 34 000 hommes/an.

INITIATIVE

40 heures pour vivre autrement

Remarquable somme publiée par l'Union syndicale suisse à l'appui de l'initiative pour les quarante heures (la récolte des signatures a commencé fin septembre), sous la forme d'un numéro spécial de la «Revue syndicale» (adresse utile: c.p. 64, 3000 Berne 23). Commentaire et explication du texte proposé, historique de la diminution de la durée du travail dans notre pays, et «remarques» de Beat Kappeler à l'appui de la revendication syndicale sous forme d'argumentaire. Où l'on constate que les tenants et aboutissants de l'initiative sont plus cruciaux qu'il n'y paraît au premier abord. En voici la démonstration, grâce à quelques lignes tout à fait caractéristiques de Beat Kappeler sur le thème «expansion du tertiaire et problème de l'emploi»; nous citons:

Au cours des vingt dernières années, l'accroissement de la productivité a permis d'augmenter les revenus réels et d'étendre et de diversifier le secteur des services. La part des personnes occupées dans l'agriculture a diminué de moitié pour s'établir à 7% de la population active. La proportion des personnes occupées dans les services est passée de 39 à 53% tandis que celle des travailleurs du secteur secondaire (production) a fléchi de 46,5 à 39,7% (de 38 à 32,3% dans l'industrie et l'artisanat proprement dits).

Toujours moins de Suisses produisent des biens matériels tandis qu'une proportion croissante de la population active est occupée dans les services les plus divers — dont l'éventail s'élargit dans la mesure où la société devient plus complexe. De 1960 à aujourd'hui, un travailleur sur cinq est passé de l'industrie au secteur tertiaire.

Si l'on considère la somme de temps dont dispose la population, il suffit aujourd'hui de 4% seulement de ce temps pour assurer la garantie maté-

rielle de notre bien-être. La moitié de la population est active, et cela pendant un quart seulement du chiffre annuel des heures; un tiers au plus de cette population active est occupée dans l'industrie et l'artisanat: son temps de travail représente 4% du temps annuel global de l'ensemble de la popula-

Exprimée en heures annuelles, la durée du travail — à l'exception du Japon — est aujourd'hui encore plus longue en Suisse qu'ailleurs:

	Durée effective moyenne (1980) absences déduites	Durée normale moyenne (1982)
Suisse	1890 heures	2042 heures
Grande-Bretagne	-	1833 heures
France	-	1801 heures
République fédérale	1710 heures	1783 heures
Pays-Bas	1655 heures	1840 heures
Suède	1506 heures	1824 heures
Italie	-	1848 heures
Autriche	-	1844 heures
USA	1890 heures	1904 heures
Japon	2132 heures	-

C'est en Suisse que la valeur ajoutée par heure de travail, exprimée en francs, est la plus élevée: 15,17. Suivent les Etats-Unis (15,11), la République fédérale (15,03), la France (13,87). Le Japon et l'Italie suivent de loin avec 9,49 francs et 9,23 francs seulement. De 1960 à 1980 la productivité de la main-d'œuvre occupée dans l'industrie et l'artisanat suisses s'est accrue de 91,7%, et même de 101% si l'on tient compte de la légère réduction de la durée du travail pendant cette période. Le rendement de chaque travailleur occupé dans la production atteint donc le double de celui d'il y a vingt ans. La progression a été de 3,3% en moyenne par an.

tion. Si l'on pense que l'on pouvait vivre, en 1960, avec la moitié des biens offerts aujourd'hui, il suf-

firait, pour produire cette moitié, de 2% du temps global de la population.

On ne peut évidemment pas prétendre que tous les services seraient superflus. Ce sont ceux que fournissent le commerce, les transports qui valorisent les produits. Mais nombre d'autres services se sont spécialisés dans l'offre commerciale de travaux, manipulations, préparatifs qu'on assumait naguère soi-même: d'où le développement prodigieux des industries des loisirs, du voyage, des sports, des soins corporels, des conseils et assistances de toutes sortes. Ces activités occupent un nombre croissant de personnes pendant 44 heures par semaine. Ces services divers absorbent une part grandissante des budgets. Ainsi se multiplient les circuits économiques alimentés par le produit de la productivité croissante du secteur secondaire.

De 1960 à 1980, le nombre des avocats et des employés de banque a doublé; même remarque pour les «consultants» de toutes sortes, les travailleurs du secteur de la santé et des loisirs. Les émolements des banques pour le trafic des paiements et autres activités totalisent près de 2% du revenu national! Bien que nous reconnaissons l'importance d'un large éventail de ces services, nous n'en souhaitons néanmoins pas le doublement au cours des vingt années à venir, surtout si l'on sait que la publicité sous toutes ses formes grève aujourd'hui chaque ménage de plus d'un millier de francs par an!

Dans quelques secteurs du tertiaire, l'électronique déclenche de nouveaux progrès de productivité, ce qui signifie que ceux dont les emplois industriels disparaissent ne seront plus quasi automatiquement absorbés par le tertiaire.

Une contribution à la réflexion à propos de l'initiative qui montre bien — si besoin était encore! — qu'à cette occasion le débat sur la réduction du temps de travail peut sortir des ornières traditionnelles, dépasser les anathèmes économiques et les échanges de slogans, pour déboucher sur la définition de priorités sociales à moyen et à long terme.

50 KM/H.

La peur du gendarme: indispensable

Cinquante kilomètres à l'heure dans les localités. D'accord, un bon point pour le Conseil fédéral. Et peut-être un bon point pour les usagers de la route; les essais effectués depuis plusieurs mois dans quelques localités semblent le confirmer. Mais à deux conditions.

La première, c'est que la mesure soit prise au sérieux, donc que son respect soit contrôlé. Sur la route, la peur du gendarme reste une motivation profonde; regrettable peut-être, mais vrai. Là, on se permet un doute. Tous les cantons romands ont dit «non» à la mesure, Genève excepté (un bon point à Guy Fontanet dont la ténacité en la matière ne va pas de soi dans le contexte circulatoire du bout du lac). Voudront-ils dès lors l'appliquer fermement, ces chefs de justice et police, si prompts à rappeler en d'autres occasions l'Etat de droit?

La seconde, c'est que la mesure soit accompagnée

d'une information de qualité. Voyez la limitation de vitesse sur l'autoroute à Morges, prescrite depuis des années, sèchement, sans un mot sur le motif de lutte contre le bruit dans une zone fortement habitée, et si peu respectée. On est frappé de voir les moyens dérisoires utilisés par les collectivités publiques lorsqu'il s'agit de faire passer un message, alors que les publicitaires débordent d'imagination pour faire vendre la dernière des savonnettes.

Bon point donc. Bon départ seulement, parce que la limite de 50 à l'heure ne rend pas superflues dans les villes des rues résidentielles, des réseaux de pistes cyclables et des transports publics efficaces, toutes mesures qui font encore cruellement défaut dans les cantons romands.

En définitive, les rapports entre les gens. Dans leurs déplacements, ne qualifient-ils pas aussi une civilisation, au même titre que ses œuvres d'art et son urbanisme? Et quand des vies humaines sont en jeu, tous les discours sur la liberté individuelle relèvent de l'impudence.

C'EST PAS MOI, C'EST LUI

La santé c'est notre affaire

L'augmentation prochaine des cotisations de l'assurance-maladie relance le débat sur le coût de la santé. Avec un indice qui galope allégrement au-dessus de l'augmentation du coût de la vie, on est arrivé à une situation limite. A la question «quel prix pour la santé?», peu de réponses. La santé, ce mythe contemporain, véritable substitut de l'éternité rêvée, rend explosive l'interrogation franche sur le coût que la société est prête à payer dans ce domaine. Les parties en présence se renvoient la responsabilité du dérapage et les solutions préconisées se contentent de répartir différemment des coûts croissants.

A gauche, au nom de la justice sociale, on incline pour des cotisations prélevées sur le revenu — système AVS; à droite, on marque une préférence pour la réduction des subventions publiques. Déjà la Confédération a progressivement retiré ses billes — équilibre budgétaire oblige — et les cantons et les assurés passent à la caisse; pour les familles nombreuses et pour les personnes âgées la situation devient préoccupante.

Dans un cas comme dans l'autre, on évite d'aborder le problème de fond, à savoir l'irrationalité du fonctionnement du système de santé, l'absence de mécanismes de régulation des coûts (voir DP 660).

Rappel: personne n'a intérêt à adopter un comportement économe alors que collectivement les coûts sanitaires deviennent insupportables. Contradic-

tion éludée par le miracle de l'assurance: je cotise, donc je consomme; tu cotises, donc tu ne paies pas, etc.

Les premières escarmouches dans la presse et à la radio illustrent à merveille le chassé-croisé qui prévaut encore entre les acteurs du jeu médical: c'est pas moi, c'est lui! Les médecins montrent du doigt les patients avides de consultations et de prescriptions et accusent les caisses de vouloir fonctionnariser la profession; les caisses quant à elles l'âpreté au gain des médecins, pendant que les assurés comptent les coups.

A ce qu'il semble, la Conférence nationale de la santé, mise en place par Hans Hürlimann juste avant sa retraite, n'a guère avancé sur ce terrain miné par les conflits d'intérêts. Or, pour sortir de l'impasse, il faudra bien que ces intérêts maintenant opposés trouvent un langage commun.

A ce titre, l'expérience américaine des organisations de maintien de la santé (HMO), bien qu'encore limitée, pourrait aider à la réflexion. Grossièrement résumée, cette tentative de renouvellement des structures dans le domaine de la santé se présente de la façon suivante: l'Etat aide au démarrage d'organisations de santé qui assument le financement et l'administration de prestations médicales; l'organisation regroupe des assurés liés contractuellement à un groupe de médecins qui, contre paiement d'une prime fixée d'un commun accord, garantissent toutes les prestations nécessaires. Dans ce système, le médecin est matériellement intéressé à la bonne santé des assurés; pour une prestation fixe, il n'est pas incité à multiplier les actes médicaux. Au contraire, un solde positif des comptes de l'association peut être redistribué entre les médecins et les assurés.

Les participants à l'expérience ont un intérêt commun, d'où la régulation interne de l'association. Mais ces groupements exercent aussi une pression sur le système traditionnel de santé: s'ils fournissent leurs prestations à un moindre coût, ils obligent le système de santé à réagir, sous peine de disparition. Le langage d'un autre réalisme.

DÉMOCRATIE

Les élus passent et la Coupole reste

Stabilité: pas besoin de chercher bien loin pour trouver le maître mot résumant ces dernières joutes électorales. En réalité, quel bouleversement aurait-il été nécessaire pour changer fondamentalement les rapports des forces aux Chambres fédérales! Stabilité donc, et des majorités de droite évidentes en perspective, pour ne pas dire automatiques, pendant quatre ans, toutes les fois que radicaux, démocrates-chrétiens et UDC jugeront utile de rappeler la loi du nombre à une gauche condamnée à quelques barouds d'honneur.

Plus à droite, moins à droite? De toute façon, le Conseil des Etats est là, fidèle au poste, pour serrer les boulons du conservatisme lorsque c'est nécessaire.

Pour court-circuiter cette partie de ping-pong démocratique aux règles bien établies, il faudrait que le Conseil fédéral, surpris plusieurs fois ces dernières années en flagrant délit de «progressisme» par rapport aux conseillers nationaux,

trouve des relais sûrs aux Chambres, dans les rangs radicaux en particulier... Ce ne fut pas le cas pendant la dernière législature.

Qu'attendre, dans ces conditions, des débats cruciaux à venir sur l'énergie par exemple? Pour que le Parlement puisse être dans une certaine mesure la caisse de résonance de l'opinion, suivant le mandat des urnes, encore faudrait-il qu'une presse attentive fasse écho non seulement aux voix dominantes, mais répercute les accents des nouvelles sensibilités qui émergent difficilement dans les rangs parlementaires. Tâche délicate d'animation d'un monde de plus en plus clos et tenté traditionnellement par la politique du moindre éclat.

Cela dit, stabilité vue de Berne certes; mais qu'en pensent les démocrates-chrétiens valaisans, le Parti du Travail, les socialistes genevois, les radicaux vaudois, les radicaux jurassiens, les socialistes fribourgeois, les écologistes genevois, le Rassemblement jurassien? Combien de temps faudra-t-il, sur le terrain cantonal ou local, pour digérer les succès, effacer les traces de défaites personnelles cinglantes? On y verra plus clair, l'émotion passée et les résultats connus dans les détails. Pour l'instant, un petit bilan côté «nerf de la guerre».

FAUTEUILS HORS DE PRIX

Elections pièges à millions

Vingt millions de francs, donc deux mille millions de centimes, c'est-à-dire deux milliards, pour parler comme nos amis français: la somme est énorme. Et pourtant, c'est l'évaluation du coût de la campagne électorale pour les Chambres fédérales. On a lu cette somme dans des publications allemandes («Weltwoche», «Bilanz», «Blick», par exemple). N'est-elle pas exagérée? Après recoupe-ments et calculs, il semble bien que non; en fait,

elle pourrait même être plus élevée, si on prenait en compte (traduction en francs) l'ensemble des investissements de l'Etat, des médias et des militants désintéressés et non rétribués...

Voyons un peu le calcul! Disons d'emblée qu'il ne faut pas compter sur une transparence de la part des partis et groupements en présence; ils informent mieux que dans le passé, mais leurs chiffres sont souvent imprécis et varient. Opacité voulue et organisée comme nous le prouvions en publiant un document dans DP 697 révélant les manœuvres libérales à ce chapitre.

Au niveau suisse, les centrales partisans n'entrent

pas dans les détails. Elles donnent le ton, éditent des affiches ainsi que des tracts, assurent une couverture générale complétée selon les conditions cantonales et locales par des campagnes particulières, souvent personnalisées.

«Blick» (13.10) indiquait pour ces budgets-là les sommes suivantes:

Parti socialiste: 350 000 francs.

Parti démocrate-chrétien: 600 000 francs.

Parti radical: 550 000 francs.

Union démocratique du centre: 210 000 francs.

Alliance des indépendants: 1,75 million.

Un seul chiffre correspond à d'autres publications, celui du Parti démocrate-chrétien. Pour les autres, il y a des petites différences vers le bas ou vers le haut. En tout état de cause, ces chiffres paraissent «grosso modo» crédibles.

MYSTÈRES CANTONAUX

A l'échelle cantonale, un dépouillement complet de la presse locale serait nécessaire pour mettre à jour toutes les données. Celles de l'émission télévisée «Tell Quel» (16.9) ont été partiellement contestées, notamment par le Parti radical vaudois, mais les livres ne s'ouvriront pas. Dans ces conditions, on retiendra seulement quelques chiffres, pour situer les ordres de grandeur: Parti socialiste genevois: 120 000 francs («La Suisse» 9.10), Parti libéral vaudois: 139 400 francs («24 Heures» 28.9), Parti libéral-PPN: 90 000 francs («L'Impartial» 27.9), Parti du Travail, pour cinq cantons: 170 000 francs («VO» 6.10), UDC zurichoise: 350 000 francs, Parti radical zurichois: 400-450 000 francs («Schweizerische Handelszeitung» 22.9, pour les deux), Parti socialiste zurichois et Parti évangélique populaire zurichois: chacun 140 000 francs («Züri-Woche» 22.9.83).

Quel institut universitaire, à l'instar du professeur Gruner, il y a quelques années, recherchera et additionnera?

Au niveau des districts et des communes, les chiffres sont encore plus difficiles à trouver. Le secrétariat du Parti évangélique populaire zurichois les évalue pour son compte à 50-60 000 francs pour ce canton, l'Action Nationale au maximum à 50 000 francs (campagne cantonale du même montant), pour le PDC c'est 100 000 francs. La source de ces renseignements: le numéro du 22 septembre de l'hebdomadaire gratuit «Züri-Woche».

Les associations, quant à elles, font campagne pour les candidats qui, selon elles, les représentent le plus valablement. Cet appui est de toute évidence important, mais il est souvent très discret et

8,6 millions, c'est la somme totale dépensée par les partis politiques en annonces diverses dans les journaux et revues depuis le 1^{er} septembre jusqu'au jour des élections. Ce chiffre a été publié lundi dernier par l'«Argus de la presse» qui a dépouillé quelque 21 000 annonces parues. Soit 3,2 millions pour les radicaux, 1,9 million pour l'UDC, 1,27 million pour les démocrates-chrétiens et 613 000 francs pour les socialistes, et le reste réparti entre les autres formations en lice. Calcul mené à bien en chiffres bruts, bien entendu, c'est-à-dire sans tenir compte d'éventuelles facilités de paiement ou de rabais sur la quantité, par exemple. Dans son édition du 15 octobre dernier, le «Tages Anzeiger» s'était livré à une analyse financière de la campagne menée sur la scène zurichoise selon le même décompte d'annonces: les radicaux et l'UDC arrivaient aussi largement en tête.

n'est pas facilement quantifiable financièrement quand il s'exprime par des annonces ou recommandations dans le journal de l'association. Une indication précise: l'Union syndicale zurichoise prend à sa charge un tiers des frais de la

campagne socialiste, parce qu'il y a un tiers de candidats syndicalistes sur la liste socialiste zurichoise («SHZ» 22.9) — L'Union syndicale suisse collabore de la même manière à la campagne socialiste.

A Berne, un comité des arts et métiers a engagé une campagne en faveur de quatre candidats (deux radicaux et deux UDC). A la clef, des affiches sur les emplacements officiels, soit une dépense de plusieurs milliers de francs!

Les candidats y mettent aussi de leur poche. A part la cotisation à leur parti, certains candidats investissent de fortes sommes dans une campagne personnelle.

Le «Tages-Anzeiger» (13.10) donne même des exemples. Il rappelle la campagne de l'entrepreneur zurichois Robert Spleiss qui, bien qu'ayant dépensé 150 000 francs, n'a pas été élu en 1979. Des partis encouragent les campagnes personnelles, les radicaux zurichois par exemple. D'autres les tolèrent. D'autres enfin les réprouvent, la gauche en particulier, mais avec de moins en moins d'autorité sur le terrain. Les radicaux zurichois imposent la présentation du plan publicitaire au parti; ils fixent une limite de 70 000 francs par personne (selon «Blick» du 13.10); le PDC zurichois a même désigné quant à lui un arbitre pour se prononcer sur les campagnes contestées.

Ces indications, qui pourraient être complétées, permettent déjà de cerner le coût d'une campagne nationale. Soit peut-être pas tout à fait la somme indiquée plus haut mais un total certainement supérieur à 10 millions!

BROUILLARDS PARTISANS

Et il reste tant d'inconnues... C'est ainsi que le chef de l'information du PDC (Peter Frei) a évalué à un minimum de 1,5 million de francs la campagne des PDC cantonaux, c'est-à-dire un minimum

de 2,1 millions de francs pour les diverses campagnes de son parti. La barre est certainement placée aussi haut pour le Parti radical. Christophe Berger, dans l'article déjà cité de la «Schweizerische Handelszeitung» est à coup sûr en dessous de la réalité lorsqu'il évalue à un maximum d'un demi-million l'effort des partis socialistes cantonaux; on n'est certainement pas loin du million; ce qui, avec les dépenses du PSS, culmine à un total de 1,3 million. Même montant pour l'UDC. Avec le million et demi de l'Alliance des indépendants, les quatre partis gouvernementaux et le mieux doté financièrement des partis non gouvernementaux nous amènent déjà à un total supérieur à 8 millions de francs! Evaluons à 500 000 francs le coût des campagnes du Parti libéral, au même montant celles du Parti évangélique populaire et à un million les campagnes de tous les autres partis réunis. Nous dépassons ainsi la limite inférieure des 10 millions. Et les campagnes personnelles et celles des «mécènes» coûtent aussi des millions...

D'où vient l'argent? N'insistons pas sur ce point, les partis sont encore plus discrets sur ce chapitre et gardent pratiquement le secret sur la source de leurs revenus.

EN BREF

Remarques acerbes du patronat helvétique après le discours de Pierre Aubert devant le dernier congrès de la FOBB à Fribourg. Le président de la Confédération aurait violé un tabou en entrant en matière sur les lacunes choquantes de la législation helvétique au chapitre de la protection contre les licenciements. «Ignorance totale des mécanismes économiques», clame le Vorort. «Attaques inadmissibles», écrit le Parti radical suisse. Il est bien entendu que lorsque d'autres conseillers fédéraux militent publiquement en faveur de l'économie de marché, par exemple, ils sont les bienvenus, porte-parole de l'ensemble de la population.

La forme et le fond du trou

Salut, chapeau, bravo aux typos, metteurs en pages, graphistes, photographes, relieurs, traducteurs... bref à tous ceux qui ont œuvré à l'édition de ce livre grandiose qu'est «Nos Bois», publié récemment par les Editions Delta-Spes (1026 Denges). Son prix, 196 francs, le place très au-dessus de mes moyens mais il paraît largement justifié. Voilà qui fait plaisir à voir, à lire, à toucher. Qui fait plaisir, tout court. Et qui nous change des flots d'horreurs (je parle de la qualité du papier, de la typographie, de la reliure) déversés par la majorité des éditeurs. Juste un exemple d'abomination: l'«Initiation à l'astronomie» de A. Acker, publié par les Editions

Masson (1982). Dégueulasse. Une innombrable cochonnerie graphique et typographique. Ces éditions, d'ailleurs, se signalent régulièrement par la qualité ouvertement merdique de la présentation de leurs livres techniques.

Ce genre d'ouvrage, de façon générale, est en passe de toucher (s'agissant toujours de l'aspect matériel) le fond du trou: composition misérabiliste, reliure ou brochure en prêt-à-jeter mais prix exorbitants néanmoins, la palme de l'ignominie revenant aux bouquins traitant d'informatique.

Revenons en surface. Pour signaler, avec du retard mais ce n'est pas grave, la quatrième édition du «Guide du typographe romand» (diffusion: Hélio-graphia S.A., Lausanne 1982). C'est propre, clair, utile, solide, intelligent. Salut, chapeau, bravo.

G. S.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Une tèche de courrier

Curieux les réactions qu'entraîne ou que n'entraîne pas tel ou tel article qu'on écrit! Sur un sujet «déli-cat», vous écrivez quelque chose de bien contestable, et qui entraînera, pensez-vous, des réponses et déterminera peut-être une polémique: rien! Vous en écrivez un autre, beaucoup plus anodin et en quelque sorte pour vous délasser: des lecteurs prennent la peine de vous écrire. Ainsi les lignes que je consacrais au livre de Catherine Hadacek: *Le suisse romand tel qu'on le parle* et où je signalais que je n'avais pas trouvé le mot *tèche*, que d'ailleurs je n'avais trouvé nulle part... De Berne, le professeur P.-O. Walser m'écrit pour me dire que le mot figure dans le *Dictionnaire du parler neuchâtelois et suisse romand* de W. Pierrehumbert, réédité à date récente. Le docteur Bonard, de La Sarraz, fait mieux

encore: il m'envoie photocopie de la page 594 (!) du dit ouvrage:

Tèche (téch, tèch). Tèche (tètch), s.f. 1. Tas, pile, monceau de combustible ou de fourrage entassé (...) «Une tèche de bois; une tèche de paille; une grosse tèche de fagots.» Bonhôte. «Construire une teiche, élever une teiche (tas ou meule de foin).» Humbert (...) «Carrel était occupé avec un sieur Dormange à placer des gerbes de paille sur une tèche.» Rev. judic. 1893, 42. — En Savoie tèche (Constantin) et en Morvan teiche (de Chambure) ne se disent que du tas de gerbes dans la grange. / 2. Fig. (?) Grosse femme ou fille sans énergie (...). «Quelle tèche tu es!»

Je sens que si telle ou telle de mes gymnasiennes persiste à me rendre sa dissertation avec plus d'une semaine de retard, je vais désormais la traiter de *tèche*! Merci à mes correspondants!

A part quoi, je ne suis pas le seul à avoir remarqué le livre de M^{me} Hadacek! Dans un article somme toute fort élogieux, Michel H. Krebs (*L'Impartial* du 12 octobre 1983) reproche cependant à l'auteur

son amateurisme et la renvoie aux ouvrages «sérieux» sur la question, notamment le *Glossaire des patois romands*. Ce qui ne manque pas de saveur, quand on sait qu'après soixante ans de publications, fruits de savants travaux, le dit glossaire en est à la lettre E...! Ce qui me paraît presque tomber sous le coup de l'article 154 du Code pénal: «2. Celui qui, par négligence, aura mis en circulation ou en vente des marchandises contrefaites, falsifiées ou dépréciées, en les donnant pour authentiques, non altérées ou intactes, sera puni de l'amende...» Car enfin, aucune des personnes physiques qui souscrivirent en 1924 (!) au dit *Glossaire* (parmi elles, mon père) ne l'aurait fait, si elles avaient pu deviner que leurs petits-enfants, voire arrière-petits-enfants ne verraient pas la fin de l'entreprise et qu'elles-mêmes mourraient sans pouvoir disposer même de la lettre D...

Pendant que j'en suis aux rectifications: je m'en étais pris à différents journaux de chez nous qui imprimaient la prose du camarade Kim Il Sung, communiste nord-coréen. D'une part, Claude Richoz, rédacteur de *La Suisse*, me dit que voici bien longtemps que, quant à lui, il refuse systématiquement la dite prose, malgré les avantages qu'il aurait à la passer (publicité payée) — ce qui est tout à son honneur. Et d'autre part, je lis avec plaisir le dernier communiqué du camarade dans la *Voix ouvrière*. «Tant qu'à faire», autant que ces lignes illisibles servent du moins à aider un journal de chez nous, dont les difficultés financières sont énormes et vont en s'aggravant.

J. C.

MOTS DE PASSE

Titre

Comme son nom l'indique
il dit son nom
et trois lignes superflues.

Hélène Bezençon